

Travail : faut-il instaurer un revenu universel ?

Dans son dernier rapport, le Conseil national du numérique évoque une piste ancienne et controversée : créer un revenu de base. Est-ce vraiment une bonne idée ?



Le Conseil national du numérique (CNNum) a remis mercredi 6 janvier son rapport "**Travail emploi numérique : les nouvelles trajectoires**" à Myriam El Khomri, la ministre du Travail. Il constate le délitement de l'organisation du monde du travail hérité du XXe siècle et explore, notamment, la piste du revenu de base universel. Mais, pour réellement comprendre cette piste et ses conditions de mise en œuvre, il faut s'attarder sur les causes du changement : nouveaux besoins, nouveaux acteurs, nouvelles contraintes.

► Lire aussi : [Un rapport sur le numérique pour anticiper les mutations du monde du travail](#)

L'introduction du rapport constate que nous sommes dans une période charnière et que les interprétations des causes et des conséquences sont encore pleines d'incertitudes. Ceci invite à une attitude ouverte et à des expérimentations.

Répondre à la robotisation de la production

Le revenu de base y est présenté comme une piste à explorer au motif que la production de biens et de services est prise en charge par les robots, ce qui détruit de l'emploi. L'ébauche de proposition qui est faite consiste à dire que les gains de profitabilité réalisés ne doivent pas s'accumuler dans les revenus financiers, mais être redistribués pour permettre de financer des activités non productives.

► Lire aussi : [Les Suisses contre le revenu de base inconditionnel](#)

Cette manière d'énoncer le problème et sa solution a le mérite d'être synthétique, mais soulève l'incrédulité : s'il existe des robots efficaces, c'est parce que des investisseurs ont pris des **risques financiers** ce qui mérite une récompense. Le projet apparaît donc comme une utopie sans lendemain, portée par des ignorants de la logique du capitalisme qui a fait ce que nous sommes.

Se libérer du temps pour s'épanouir

Une autre manière de poser le problème consiste à s'interroger sur le modèle de société qui correspond à ce dont les hommes ont besoin à présent. Les progrès techniques et organisationnels réalisés durant ces derniers siècles, en occident en particulier, permettent aux Hommes de considérer que ses besoins physiologiques et physiques sont à peu près assurés, même si de nombreux progrès restent à faire.

De fait, la confiance est telle que nous sommes prêts à déléguer aux machines la fabrication de nos biens et de nos services, afin de nous consacrer à des préoccupations de niveau supérieur. Effectivement, les générations montantes se tournent vers l'estime de soi.

La préoccupation devient : "*réussir sa vie*". Or, réussir sa vie ne consiste pas simplement à produire et **consommer**, mais de lui donner du sens. Pour cela, il faut disposer de temps pour développer son socle familial, s'instruire, innover, contribuer à la vie de la cité, donner de la profondeur à ses actes en redécouvrant la spiritualité, etc.

Attirer et faire émerger des talents

Il se trouve que la société numérique vers laquelle nous nous dirigeons a besoin de "*belles personnes*", ayant un haut niveau intellectuel, mental et spirituel. En effet, les robots, dans leur grande efficacité, rendent la gouvernance de l'économie et de la politique très réactive. Toutes les décisions sont amplifiées.

Nous avons connu les guerres militaires qui avaient pour objectif de conquérir des terres, puis les guerres économiques pour conquérir les marchés, puis les guerres financières pour dominer les moyens de produire et vendre. À présent, la planète n'est plus à conquérir, mais à séduire. La compétitivité consiste à développer des talents et à en attirer d'autres à soi.

Être producteur et acteur

Peu à peu, les continents se mettent à produire leurs yaourts et leurs avions. Seuls les produits d'exception feront l'objet d'échanges entre les continents. La création de richesses s'inscrit dans le long terme puisque pour développer des talents, il faut enraciner des savoirs sur son territoire et les faire prospérer.

Ceci change radicalement les priorités de gouvernance. Le revenu de base permet à chacun de construire son projet de vie en étant tour à tour producteur et contributeur. Les métiers dangereux ou difficiles seront récompensés comme il se doit et non plus payés aux lance-pierres et aux frais du contribuable.

Une option stratégique

Un autre aspect du changement que nous vivons, peu développé dans le rapport du CNNum, porte sur la recomposition du tissu entrepreneurial et la notion de propriété qui en découle. En effet, les grandes entreprises, conçues pour conquérir les marchés mondiaux, tendent à disparaître au profit d'entreprises de taille moindre et organisées en réseaux, ce qui donne un modèle économique plus réactif et moins vulnérable.

Cette nouvelle organisation du tissu économique amène à créer sans cesse de nouvelles entreprises basées sur les savoirs et les talents locaux.

Or, les savoirs appartiennent au bien commun et les talents aux personnes. Le réseau d'investisseurs actuel n'y a plus le même poids. En revanche, la démocratie locale se met à y jouer son véritable rôle.

Puisque les talents prospèrent lorsqu'ils ont la possibilité de s'exprimer, le revenu de base devient stratégique, notamment pour favoriser la création d'agents économiques mis en réseau à travers des plateformes à la gouvernance encadrée comme doivent l'être tous les biens communs.

Un revenu calculé sur la productivité

Le financement du revenu de base doit être pensé dans un schéma qui se situe au-dessus du système actuel, car il n'a pas de place dans l'organisation de notre modèle économique conçu pour faire éclore l'ère industrielle et qui doit continuer à fonctionner puisque nous continuons à produire et à consommer des biens et des services.

Dans la nouvelle approche, le budget d'un pays s'évalue au regard de sa capacité de production et de son potentiel de production. Plus il a de talents réellement actifs, meilleur est son niveau de production et donc, plus son revenu de base peut être élevé. Cette logique présente l'avantage de se développer en sur-ensemble du système capitaliste qui porte notre économie productive.

Richesse matérielle contre parcours de vie

Pour approfondir cette nouvelle manière de penser, il faut entrer dans les problématiques de monnaies complémentaires puisque cette approche nous amène à dépasser la notion de troc "temps contre monnaie" en allant vers la notion d'échanges de nature multiple ouvrant des droits de nature multiples afin de tenir compte des besoins d'efficacité directement liés aux notions de motivation.

Le travail comme nous l'avons conçu au XXe siècle n'est pas en crise, il se délite. Produire des biens et des services devient une tâche parmi d'autres. La compétitivité d'une nation se joue sur sa capacité à gérer son patrimoine sur le long terme. Par conséquent, le court terme doit financer le long terme. L'estime ne s'évalue plus au vu de la richesse matérielle, mais de parcours de vie réussi. Le revenu de base impose cette approche. Voilà pourquoi il constitue une piste à explorer.

Pour approfondir :

- Pour un revenu universel européen
- Le revenu universel, une utopie réaliste